
le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Swissair

**De la faillite du fleuron
suisse à la défaite sans
combat des travailleurs**

Quel bilan tirer?

28

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020, Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

Supplément de «le prolétaire», N° 460, Déc. 2001-Janv. 2002, Organe du parti communiste international / Imprimé par nos soins

- Dans cette brochure -

- **Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer?**
(«le prolétaire», N° 460, déc. 2001 - Janv./Févr. 2002) 1
- **Les travailleurs d'AOM-Air Liberté menés en bateau**
(«le prolétaire», N° 458, Juil.-Août-Sept. 2001) 16
- **Compagnies aériennes. La crise est mondiale, la classe ouvrière doit riposter avec ses armes de classe** 18
- **Pour des méthodes et des revendications de classe.**
L'arme fondamentale: la grève
(«le prolétaire», N° 195, 1975) 20
- **A propos des grèves**
(Lénine, 1899, O.C., Ed. Sociales, T.4) 20

Swissair

De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs Quel bilan tirer?

VERTIGE DES CIMES ET CHUTE ABYSSALE

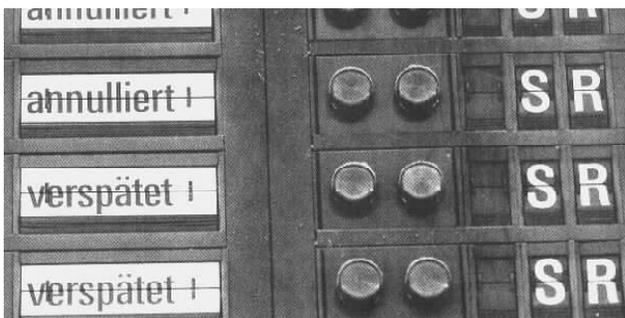
Lorsque le 9 mars 2001, le Conseil d'administration de SAirGroup démissionne en bloc, il est clair que le groupe va au-devant, et dans un avenir très immédiat, à une catastrophe programmée. Peu nous importe le sort de ces dignitaires du capital, **mais le 9 mars le sort des travailleurs de SAirGroup est déjà joué.** Cette date est importante car elle permet de mieux apprécier le temps qui fut à disposition des travailleurs du groupe pour préparer leur riposte au choc de l'automne suivant.

L'exercice comptable 1999 avait pu être bouclé sans que n'apparaissent trop flagrants les problèmes de liquidités et fonds propres de Swissair, grâce à une astuce tout à fait légale sur le plan européen, consistant à activer au bilan un montant de 1 milliard de francs suisses (675 millions d'Euros) tirés de la caisse de pension des employés (Ce fonds constitue la deuxième source des retraites après les rentes de la Confédération) (1). Mais ces tours de passe-passe financiers ne furent qu'un sursis au condamné.

Les pertes de l'exercice 2000 se sont élevées ensuite à 2,9 milliards de francs suisses (pour un chiffre d'affaire de 16,2 milliards de francs suisse ou 11 milliards d'Euros), soit près de 2 milliards d'Euros. L'exercice 2001, alourdi encore par les factures Sabena, AOM-Air Liberté, etc., s'annonçait encore plus catastrophique. A la fin de l'année passée, le groupe Swissair était totalement exsangue et la gigantesque assemblée des actionnaires du 25 avril - 5'000 actionnaires présents qui autant que leur argent voyaient partir en fumée toute leur sainte confiance dans l'éternelle valeur de la bonne et légendaire gestion du capitalisme helvétique - ne sera qu'une grande mascarade rituelle et une piteuse cérémonie funéraire.

A ce moment-là et avec tous ces signes si clairs, les travailleurs du groupe, s'ils avaient encore le moindre doute de leur sort, **ne pouvaient plus ignorer la réalité des faits et ne pouvaient plus fermer les yeux sur la très imminente fermeture, vente, saucissonnage, liquidation de «leur» société, avec tous les licenciements, baisses de salaire, augmentation des charges de travail et autres «friandises» patronales que cela entraînerait.** Quant à attendre des cadeaux de leurs patrons, ils n'avaient déjà aucune illusion à se faire. La Suisse est, parmi les capitalismes majeurs, un des pays où la protection légale contre les licenciements est la plus légère et où la paix sociale est la mieux ancrée (non pas grâce à un appareil social et politique très complexe comme en France, mais parce que les miettes distribuées aux prolétaires durant un siècle de prospérité fondée sur un puissant impérialisme financier ont fait perdre à la classe ouvrière les plus élémentaires réflexes classistes ou même seulement vaguement trade-unioniste).

Lors de la grande messe des actionnaires le 25 avril, Mario Corti (2), alors nouveau président du groupe, avait bien dû annoncer à l'attention des travailleurs des sociétés affiliées françaises (AOM-Air Liberté, Air Littoral) que: *«Ceux qui connaissent le contexte français savent qu'il est important de respecter les procédures imposées par la loi et nous allons devoir travailler avec un conciliateur»*. Parmi ces procédures, la nomination d'un médiateur n'est pas la moindre, car elle permet de confiner plus efficacement la riposte ouvrière dans un cadre acceptable par les patrons et l'Etat. En Suisse point n'est besoin de passer commande à l'Etat d'un pompier officiel, le risque d'incendie - s'il existe toujours potentiellement - n'a que peu de chance de se déclarer. Les patrons le savent et n'ont aucun état d'âme à exploiter cette situation en cas de fermeture d'entreprise pour échapper à toute indemnité et plan social.



Après l'annonce d'une première charrette de 1'250 licenciements fin août et après une longue et douloureuse descente aux enfers de l'action du groupe, l'annonce en mi-septembre de la faillite assurée de la compagnie helvétique n'était donc pas une surprise, mais la conclusion logique de tout ce processus de concentration et restructuration du groupe suivi depuis plusieurs années. Et compte tenu des précédents tumultueux du groupe avec ses filiales depuis quelques mois, ni le patronat, ni les politiques n'ont pu jouer la corde du mauvais sort jeté par Ben Laden! Fin septembre il

ne restait donc plus que quelques jours de liquidités à SAirGroup pour payer ses employés et ses fournisseurs. L'«impensable» se produisit le 2 octobre: dans l'impossibilité de payer son carburant - les fournisseurs se font payer de suite, livraison contre argent, ce qui n'est pas le cas des travailleurs qui attendent la fin du mois pour toucher le salaire du travail déjà dépensé - **tous les avions de Swissair restèrent cloués au sol**, provoquant la plus forte humiliation nationale que la Suisse si arrogante et prompte à donner la leçon à ses congénères capitalistes n'ait jamais connu.

La portée de l'événement ne fut pas seulement helvétique mais s'étendit bien au-delà des frontières puisque Swissair est en fait la société vertébrale du groupe SAirGroup, holding aux participations nombreuses dans les compagnies aériennes européennes et sociétés diverses aux quatre coins du monde (3). Par exemple, la Sabena, ex-membre de SAirGroup, qui venait de régler les conflits l'opposant à la compagnie helvétique en lui arrachant quelques mois auparavant la promesse d'un montant de 650 millions de francs suisses (440 millions d'Euros) a vu son argent s'envoler en une journée, mais la compagnie belge devait bien savoir que ses créances sur sa société-mère suisse était un chèque en bois. Les autres compagnies, AOM-Air Liberté, Air Littoral, LTU, etc. réclament toutes de l'argent à SAirGroup, mais devront elles aussi se contenter des restes refroidis du cadavre.

LA MULTINATIONALE SAIRGROUP

Arrêtons-nous un instant sur ce que représente Swissair comme nébuleuse de sociétés.

Au début des années 90, l'aviation subit à l'échelle mondiale une profonde contraction, plongeant déjà Swissair dans une série de crises et obligeant la société à chercher des alliances. C'est à cette époque que naît le projet Alcazar, fusion de KLM, Swissair, SAS et Austrian Airlines, qui échouera en 1993.

A ce contexte de marchés de plus en plus tendus, se superposera un facteur politique aux répercussions économiques directement négatives. Lorsqu'en 1992, le peuple suisse se prononce par la négative sur l'adhésion de la Suisse à l'Europe, bon nombre de capitalistes fortement liés au marché européen adoptèrent des stratégies leur permettant de détourner les nombreuses restrictions et contraintes du marché européen imposées aux capitaux extérieurs et de bénéficier des avantages que les pays de la Communauté s'accordent entre eux. Pour Swissair, ainsi tenue à l'écart du partage du réseau aérien européen, donc devant une question de vie ou de mort lente par asphyxie, l'alternative stratégique était à ce moment de vendre la compagnie ou de constituer un groupe avec des composantes européennes pour bénéficier par leur biais des conditions européennes d'accès aux lignes et aéroports. Le choix fut donc celui des acquisitions de compagnies pour transformer le groupe en un puissant conglomérat capitaliste de taille à

affronter ses concurrents européens ou américains.

La SAirGroup ainsi créée par absorptions successives est donc un montage de différentes sociétés qui vont du transport de personnes en passant par les services d'entretien des appareils, par le fret et par la restauration. Le coût de l'opération s'éleva à 5 milliards de francs suisses, soit 3,4 milliards d'Euros. Tout cet investissement a été fait dans des sociétés notoirement déficitaires, à commencer par la Sabena, mais aussi AOM-Air Liberté, Air Littoral et l'allemande LTU, ce qui aujourd'hui, après avoir pourtant reçus

Le monde SAirGroup (Source: «Le Temps», 24 janv. 01 ou sites Web)			
Compagnies	Participation	Effectifs	C.A. (millions Sfr)
SairLines (Transport personnes)			
Swissair (CH)	100%	7'726	5'263
Crossair (CH)	69,2%	2'946	1'159
Balair (CH)	100%	195	115
Flightlease (1)	100%	20	1003
Air Liberté (F)	100%	4560	2'100
AOM (F)	49%		
Air littoral (F)	49%	1'067	395
Sabena (B)	85%	12'000	4'200
LTU (Allemagne)	49,9%	2'741	3490
TAP (Port.)	34%		
Portugalla (Port.)	42%	9000	
Air Europe (I)	45%		677
Volare (I)	34%		
LOT (Pologne)	37,6%	4150	781
SAA (Afr. du Sud)	20%		
SairServices (Infrastructures)			
SR Technics	100%	3'246	1'271
Swissport International	100%	12'335	683
Atraxis	100%	1'157	394
Avireal	100%	241	203
SAir Service Invest	100%	147	21
SairLogitics (Fret)			
Swisscargo	100%	575	975
Cargologic	100%	688	121,4
Swiss Global Caorgo	45%	104	180
SairRelations (Restauration, Hôtellerie)			
Swishôtel	100%	575	975
Gate Gourmet	100%	30'262	2'600
Rail Gourmet	100%	2'172	240
Restorama	100%	1'068	127
Gourmet Nova	100%	519	32
Nuance Global Traders	100%	3'796	1'660
(1) Société acquisition et gestion avions			

l'approbation du monde économique bourgeois, fait hurler les analystes toujours en retard d'un acte, sauf quand il faut faire la claque de leurs maîtres. Mais les capitalistes de Swissair font remarquer que lorsqu'ils ont cherché des alliances, il ne restait sur le marché que les canards boiteux, délaissés par leurs concurrents, comme la Sabena qui de toute son existence n'avait connu qu'une seule année bénéficiaire (au point où les pilotes de Sabena se sont demandés qu'est-ce que pouvait bien cacher un tel achat!). Aujourd'hui la bourgeoisie, qui a la mémoire courte, et toutes les organisations syndicales attribuent l'échec du groupe à une «mauvaise gestion» et cherchent des têtes à faire tomber, **mais pour nous il n'y a que la logique du système capitaliste qui soit responsable. C'est dans sa nature qu'il faut chercher les mécanismes qui provoquent les crises et éliminent les capitaux les plus faibles. S'il y a une tête à couper, c'est bien celle du capital lui-même!**

Le tableau ci-contre montre la répartition en 4 secteurs des sociétés SAirGroup né de cette frénésie d'achat au super sky-market. Toutes les données ne sont pas à disposition et varient parfois d'une source à l'autre, mais l'essentiel est là. Si l'on tient compte de toutes les participations minoritaires de SAirGroup, c'est entre 100 et 120'000 travailleurs qui sont touchés directement ou indirecte-

ment par la faillite de SAirGroup.

L'annonce de cette explosion du fleuron de l'industrie suisse a donc provoqué un véritable tremblement de terre. Mais plus que les répercussions sur de larges couches de travailleurs, c'est le choc psychologique qu'elle a provoqué dans toutes les classes sociales en Suisse - à l'exception certainement des véritables ténors du capitalisme helvétique, habitués à la jonglerie du capitalisme à cette échelle-là et sachant bien que l'occasion de **réduire les coûts salariaux** dans cette branche se présentait enfin dans de meilleures conditions! - qui fut le centre d'analyse de tous les médias accourus au chevet de la belle défunte. Le choc a fait vibrer la fibre nationale, retrouvée pour l'occasion dans ce pays «où on ne sait plus ce qu'est être suisse» pour reprendre une expression de la petite-bourgeoisie déboussolée. Mais surtout il a secoué le mythe du capitalisme helvétique indestructible et disposant de puissantes capacités de défense contre les attaques tous azimuts du marché. Une fois encore, la preuve est faite du contraire et les prolétaires doivent en tirer les leçons: **ils ne sont à l'abri de l'insécurité dans aucun pays et dans aucune entreprise!**

LE PLAN DE SAUVETAGE «PHÉNIX»

Si les avions sont restés cloués au sol en octobre, c'est suite au refus des banques (Crédit Suisse et UBS) de verser l'argent nécessaire au fonctionnement de la société dans la période intermédiaire de liquidation de l'entreprise, cet argent jeté dans le puits sans fond de Swissair devenant difficile à récupérer. Réaction capitaliste logique, mais qui a fait frémir le Conseil fédéral (le gouvernement), humilié de voir sa compagnie nationale réduite au rang de compagnie de république bananière. En fait, ceux-là mêmes qui font des banquiers les responsables de la débâcle (à commencer par les partis réformistes et les syndicats), devront peut-être un jour reconnaître que ce désengagement, en précipitant les événements, a forcé la main de la Confédération pour qu'elle finance la reconstruction d'une nouvelle société et ratisse les fonds complémentaires auprès des grandes capitaineries financières et industrielles suisses. Ils auraient sans aucun doute préféré un vaste débat au Parlement national pour se faire valoir un peu plus auprès de leurs électeurs, mais les impératifs capitalistes se moquent bien des agenda parlementaires.

Le plan concocté par la compagnie, dit «Phénix» (sic), pour éviter l'écroulement complet de l'édifice, consiste à la reprise des activités de Swissair par la deuxième compagnie du holding SairGroup, Crossair, dont les comptes sont bénéficiaires. Mais l'opération coûte cher et les pouvoirs publics sont largement sollicités.

A l'heure actuelle, la Confédération, les cantons et les villes intéressées, vont mettre dans le pot 2,5 milliards (4) sur les 4,2 nécessaires (pour le moment!) à cette renaissance, les milieux financiers et industriels mettront le

reste. Crossair, ne reprenant que les activités aériennes de Swissair, les autres sociétés sont mises en vente ou en sursis, ce qui d'ailleurs suscite le courroux d'une certaine gauche vexée sans le dire de voir **quitter du territoire helvétique** des activités rentables de SairGroup (5). Ce plan «Phénix» a ensuite reçu l'aval de ceux qui réclamaient l'intervention et la garantie de l'Etat, à quelques critiques près de certains (il faut toujours que se fasse entendre la mouche du coche) stigmatisant le rôle minoritaire et non décisionnaire de l'Etat (20% du capital pour la Confédération, 18% pour les cantons et 62% pour les sociétés privées) et consistant surtout à assurer des liquidités à fonds perdu pour faire démarrer la nouvelle Crossair Plus.

ABSENCE DE RIPOSTE, ABSENCE D'UNITÉ, ABSENCE D'ORGANISATION. MAUX ENDÉMIQUES DU PROLÉTARIAT EN SUISSE

Il est en Suisse une réalité solidement ancrée et qui n'a rien de mythique: celle de la paix sociale qui occupe le terrain social et fait tant le bonheur des patrons. Toutefois toute paix sociale finit un jour par se briser sous l'effet convergent de divers facteurs.

On pouvait espérer que sous la poussée de tels événements, en un moment où la crise se réinstalle dans le pays et le chômage croît, les prolétaires trouvent les ressources pour s'arracher à ce climat, que des noyaux puissent faire face et se détacher du contrôle des appareils syndicaux qui bloquent ou canalisent toute velléité de lutte. Mais la paix sociale et le respect des intérêts patronaux sont encore beaucoup trop gravés dans la psychologie des travailleurs - et plus particulièrement dans une entreprise comme Swissair, porte-drapeau national, où la sécurité de travail était plutôt bonne - pour que soit déclenchée la moindre réaction significative.

Il y a deux aéroports internationaux en Suisse qui se font d'ailleurs une concurrence sans pitié (sans compter le franco-suisse Bâle-Mulhouse): Zürich, le principal, aux appétits gargantuesques, et Genève qui essaie de se porter à sa cheville. Cet antagonisme féroce entre ces deux pôles capitalistes, dans un contexte où l'identification des travailleurs à leur entreprise locale est profonde, se répercute sur l'unification des travailleurs en creusant entre eux des brèches d'autant plus profondes que se rajoute à cela les problèmes de langue.

Le principal syndicat chez Swissair c'est le SSP (syndicat de la fonction publique). Lorsque Swissair annonçait fin août 2001 les premiers licenciements, la seule réaction du SSP fut de faire part de sa grande «surprise» et se borner à exiger platoniquement le respect de la convention collective.

«Le Temps» du 26 octobre écrivait que: «Ulcérés (par le fait que les salaires du mois n'étaient pas assurés, NdlR), les syndicats n'incitent pour autant pas les employés à faire grève, trop conscients de la bombe sociale qu'ils ont entre

leurs mains. Ils essayent de minimiser la casse en favorisant la naissance, déjà périlleuse, de Crossair Plus». Tout le monde a bien compris que les directions syndicales protègent les intérêts patronaux des réactions ouvrières et en l'occurrence **protègent les tarmacs de Zürich et Genève contre les occupations de grévistes pour ne pas ternir l'image internationale de la Suisse, pays de l'ordre!**

A Genève, le SSP, habitué aux menaces verbales et aux gesticulations démonstratives - dont le seul effet est de faire parler de lui et de tromper les travailleurs sur sa stratégie réelle de carpette syndicale - s'est rapidement mis à agiter son doigt vengeur en menaçant en mars 2001 de lancer une grève nationale! Mais toute son agitation velléitaire et celle aussi de ses amis politiques socialistes de gauche, ne sont que poudre aux yeux de petit-bourgeois, floués par le grand capital, qui se contentent à dénoncer «le cynisme des banques et des milieux politiques de droite qui dirigent le pays (6)» qui - en justicier de cape et d'épée - réclament des comptes à l'Etat, au nom de leur bon «droit» et de la «justice», pour que «la lumière soit faite» sur cette débâcle financière. Quant à la gauche locale de Genève elle aura eu cette initiative servile de réclamer l'intervention du Canton de Genève (actionnaire de Swissair) à l'assemblée des actionnaires pour faire «*voter les revendications de notre motion*» (C. Grobet, Alliance de Gauche) et exiger une action en justice! Des têtes, des têtes!

A Zürich par contre, le SSP ne cache pas son rôle de chien de garde des



La manifestation du 3 octobre à Zurich, en réaction à l'arrêt des vols pour manque de kérosène, ne fut qu'une simagrée

intérêts patronaux derrière des gesticulations! Il n'a eu aucun mal à faire passer son message d'ordre lors de l'assemblée du personnel du 19 novembre, où la grève, vaguement discutée, fut très unanimement écartée. La direction SSP a par contre fortement encouragé les travailleurs à ... ne rien faire contre les intérêts de la compagnie en reconstruction. Surtout ne pas gêner les manoeuvres des patrons!

Le 19 aussi, à l'assemblée du personnel de Genève, la grève a aussi été rejetée sous prétexte qu'il était nécessaire «*d'attendre les collègues de Zürich*» afin de «*partir en lutte toutes et tous ensemble*». Lorsque, fin novembre, le SSP déclare que «*pour obtenir satisfaction, un mouvement de grève au niveau national est indispensable*» (7) malgré que trop de temps ait été perdu, ce n'est encore que pour mieux tromper les travailleurs sur sa volonté réelle de mettre en place un réel plan de mobilisation pour et vers la grève. Une chose est sûre - et nous sommes d'accord là-dessus - il est trop tard!

Mais c'est bien le SSP qui porte la responsabilité du «trop tard» et qui y trouve son compte aujourd'hui, en justifiant ainsi l'inaction. Ce «trop tard» arrange finalement aussi les affaires du SSP à Genève, il lui permettra de se laver les mains de l'échec de la riposte des travailleurs en pointant du doigt leurs «collègues» zurichois.

L'apparent radicalisme de la section romande qui tranche avec l'immobilisme de pierre de Zürich ne doit pas créer d'illusion. **Dans un cas comme dans l'autre le but du syndicat est de faire passer sa revendication de création d'un service public de transport aérien. Leur action auprès des travailleurs est conditionnée par cette perspective.** Eric Decarro, président central du SSP, déclarera dans «Services Publics» (n° 16 du 12 octobre): «*Pour qu'une telle solution (la création d'un service public dans le transport aérien, NDIR) puisse se réaliser, il serait évidemment indispensable que le personnel poursuive sa mobilisation*».

Après avoir pourtant pleuré contre l'utilisation sans contrepartie de «*l'argent des contribuables*» de la Confédération pour acheter le kérosène qui fit redécoller les avions cloués au sol, il applaudit aujourd'hui les mêmes conseillers fédéraux qui dépensent des milliards - toujours du contribuable - pour entrer dans le capital de la nouvelle société fondée sur Crossair. L'aile gauche du SSP critique finalement l'Etat de n'avoir pas plus dépensé et **ravit ainsi le pouvoir aux banques!** Mais c'est une querelle de **brigands** de laquelle les travailleurs doivent s'éloigner!

Le 20 novembre, le débrayage à Genève entre 8h00 et midi et le blocage de quelques avions de Crossair, ne sera qu'un petit rideau de fumée pour masquer cette action de protection de la paix sociale. De même que les manifestations de dénonciation des banques, **ce ne fut qu'une manière de se montrer sur le terrain de lutte tout en lui tournant le dos** (8).

Le 20 décembre se tenait à Zürich une assemblée du personnel, pas plus de 80 à 100 travailleurs y furent présents. Pas question de faire grève ou même

un peu d'agitation dans les aéroports et sur les tarmacs: «*Perturber le trafic aérien durant la période de Noël risquerait d'irriter l'opinion publique*», déclarera Daniel Vischer, président de la section transport aérien du SSP (mais aussi écologiste notoire à Zürich) et principal chien de garde des intérêts patronaux. Seul les pilotes, qui ont beaucoup à perdre dans cette histoire, firent vaguement référence à la grève par la voix de leur syndicat Aeropers, mais ce fut seulement pour qu'on leur ouvre la porte des négociations pour une nouvelle convention de travail!

Quant aux «actions spectaculaires» que promettaient SSP et Push à Genève, elles se résumèrent à bloquer 2 heures l'accès des guichets de l'UBS à l'aéroport de Genève. «*Nous dénonçons la responsabilité de l'UBS dans la débâcle de Swissair et le coup de force de Crossair*» déclarera le SSP. De telles manifestations sont à bannir, car elles dévient le peu de force des travailleurs qui ont envie de se battre sur le terrain stérile des palabres socialo-syndicales sur les bonnes moeurs capitalistes que devraient respecter les patrons. En fait les directions syndicales en veulent aux banques et à Crossair d'avoir balayé leur projet de compagnie aérienne nationale «de service public», et la vraie raison de ce genre de manifestation n'est pas de mesurer la capacité de mobilisation des travailleurs, mais de donner une **punition morale** à ces adversaires castrateurs de leur projet réformiste de service public.

LES ATTAQUES PATRONALES

Le SSP, les syndicats du personnel de cabine et des pilotes (le KAPERS) et les autres plus minoritaires (9), ont si bien fait que durant toute la période de décomposition de Swissair, de mars à octobre, il ne fut avancé aucune revendication d'indemnisation des travailleurs licenciés, aucune revendication de plan social. Résultat: dans toutes les tractations sur le refinancement d'une nouvelle société et le partage des frais d'enterrement de l'ancienne entre la Confédération, les banques et les industriels intéressés, aucune somme ne fut prévue pour un plan social en Suisse, les indemnités minimales légales n'étant même pas garanties! Pourquoi l'Etat - si courtisé dans cette affaire par les syndicats - et les patrons verseraient un sou à des travailleurs qui ne réclament rien ou **dont les doléances ne vont pas au-delà de quelques exclamations verbales** (10)?

Au niveau des licenciements, il est difficile de donner des chiffres avec exactitude. 2'000 lettres de licenciements étaient déjà parties fin octobre. Quant aux répercussions du plan de sauvetage, les conséquences au niveau des licenciements seront dévastatrices. Mi-novembre, Swissair déclarait le nombre de licenciements en Suisse à 4'500 et 9'000 à l'étranger. Mais aucun chiffre n'existe réellement pour les pertes d'emplois à l'étranger.

Mais, après l'adoption du plan de sauvetage «Phénix», une étude du Crédit Suisse faisait état de deux variantes: soit «Phénix» était couronné de

succès et il fallait prévoir «seulement» 8'000 pertes d'emplois chez Swissair et 7'000 autres chez les filiales et fournisseurs, **c'est-à-dire 15'000 au total en Suisse**; soit «Phénix» échouait et le compte passait à 22'000 emplois perdus chez Swissair et 28'000 chez les filiales et sous-traitants, **au total 50'000 emplois perdus seulement en Suisse**. L'étude concluait qu'un échec du plan de sauvetage entraînerait une récession économique du pays (11). Le CS étant, avec l'UBS, actionnaire majoritaire de la nouvelle compagnie, a bien sûr tout intérêt à effrayer la Confédération pour lui ouvrir les cordons de la bourse; on peut penser que la banque tord le bâton dans le sens qui lui plaît, mais il n'en reste pas moins que cette vague de licenciement est une des plus violentes que les prolétaires aient eu à subir depuis le krach de l'industrie horlogère dans les années 75.

En fait cette situation de flou et d'incertitude aurait dû être favorable à l'unité et à la lutte. Dans ces circonstances tous les travailleurs devraient se sentir personnellement concernés par les licenciements, aucun ne devrait penser que le licenciement concerne le voisin, situation que l'on connaît lorsque les licenciements collectifs se font sur des listes facilement identifiables par les travailleurs. **C'est aussi une raison de déclencher les luttes le plus rapidement possible avant que ne se dessinent les rangs des sacrifiés et ceux des élus.**

A tous les problèmes de licenciements viennent s'ajouter ceux des nouvelles embauches dans la Crossair Plus. En Suisse, il existe une loi exigeant d'une société qui rachète le fonds de commerce d'une société en faillite et qui réengage une partie de son personnel, qu'elle respecte, pour une durée déterminée, les mêmes contrats de travail dont bénéficiaient les tra-



Le blocage des avions de Crossair a été une manifestation-soupape et un faire-valoir syndical plutôt qu'un des rouages d'une lutte classiste des travailleurs.

vailleurs dans la société défaite (Art. 333 du Code des Obligations). Dans cette formule, il n'y a pas de licenciement formel mais «transfert» de personnel. Jusqu'à présent, dans les cas similaires, cette façon d'opérer avait été plus ou moins respectée, **avec l'avantage pour les patrons de limiter les risques de réactions de lutte car elle divise très vite les travailleurs entre les transférés et non-transférés.**

Cette fois la situation change. Crossair pratique des salaires jusqu'à 30% inférieurs à Swissair (d'où ses succès commerciaux depuis sa création il y a 25 ans) et des conditions de travail beaucoup moins favorables qu'à Swissair. Or il a été décidé et juridiquement approuvé par l'Office fédéral de justice - malgré les cris et pleurs des adorateurs de la table des lois démocratiques - que la fameuse loi ne s'appliquerait pas dans ce cas. En fait l'astuce juridique est très simple: la société en faillite licencie en bonne et due forme les travailleurs et la société qui reprend les activités a les mains libres d'appliquer les contrats de travail qui lui conviennent. Cet épisode a au moins le mérite de montrer aux prolétaires que **l'article 333 est en fait une grande supercherie**, à laquelle croient ferme les bonzes syndicaux, mais qui ne doit leur donner aucune illusion.

Les travailleurs transférés passeront donc sous le rouleau compresseur de la nouvelle Crossair, **s'ils ne réagissent pas avec des moyens de lutte autres que l'indignation verbale et épistolaire ou les manifestations-démonstration et grèves-soupape**. La baisse des salaires de ceux qui seront transférés de l'ancienne Swissair à Crossair sera importante. La moyenne des salaires de base chez Swissair est de 4'500 à 5'000 francs et chez Crossair, qui ne fera pas de cadeau, est de 3'500 à 4'000 francs (12). Pas question de refuser de telles conditions si on est isolé et sans solution de rechange: les caisses chômage pénaliseraient lourdement les récalcitrants par des retenues sur leurs indemnités et des délais de versement!

En clair la Confédération - qui est maintenant aussi patron dans la nouvelle société - a donné carte blanche à Crossair Plus pour appliquer les conditions d'exploitation de la force de travail qui lui semblent les plus favorables. C'est même elle qui aurait soufflé les chiffres de réduction de salaire: 25% pour les pilotes et 9,4% pour le personnel de cabine, à prendre où à laisser pour les 3'300 employés concernés par cette compression salariale! Quant aux autres catégories et autres sociétés du groupe, le ton est donné!

CONTRE LES ATTAQUES DU CAPITAL, IL N'Y A PAS D'AUTRE RÉPONSE QUE LA LUTTE ET L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

Les dés sont jetés, en dépit des protestations et des quelques «démonstrations» qui peuvent encore se produire, les travailleurs de Swissair n'ont pas réagi au moment nécessaire, avec les revendications unificatrices, avec les moyens adéquats pour imposer le puissant rapport de force que leur permet-

taient leur **nombre**, leur **concentration** sur un nombre limité de lieux de travail. Aidé par l'Etat - que partis réformistes et directions syndicales ont appelé au secours - Crossair Plus mettra en place son plan de relance en faisant porter tout le poids possible de la restructuration sur le dos des travailleurs. Jusqu'à fin mars, la compagnie va bénéficier des fonds publics perdus et tout semblera fonctionner en surface. Mais si la nouvelle compagnie ne réussit pas à remplir les avions, se sera la déroute totale. **Les travailleurs doivent surtout se préparer à cette éventualité plutôt que de se sentir sauvés et de baisser leur garde plus bas encore.** Malheureusement, trop de travailleurs ont à l'esprit cette idée: «on est sauvé, on a été racheté»!

Aujourd'hui, s'il y avait encore quelques sursauts de luttes possibles, ils ne seraient qu'isolés, et cela ne pourrait se produire qu'en rupture complète avec toutes les méthodes passées et les illusions véhiculées par les appareils syndicaux traîtres. **Fondamentalement, les travailleurs de Swissair doivent rompre totalement avec leur solidarité et leur défense passée de l'entreprise. Il n'y a pas, il n'y aura pas et il n'y aura jamais de lutte de classe et d'unité ouvrière tant que les travailleurs n'auront pas rompu avec le chauvinisme d'entreprise et brisé leurs chaînes affectives avec leur entreprise.**

Chez Swissair, cette identification profonde à l'entreprise-phare du pays, la seule dit-on « à porter la croix blanche », le symbole de la réussite et de la perfection (Swissair était notée comme la meilleure compagnie aérienne du monde), est le facteur le plus paralysant, qui ajouté à celui de la tradition de la paix sociale, immobilise toute réaction classiste contre les attaques patronales. Un mécanicien de Genève, pourtant convaincu qu'il ne faille pas rester les bras croisés, résumait cette attraction pour la défense de l'entreprise en ces termes: «*Quand on voit la façon dont on nous traite, je ne peux qu'être d'accord avec la grève, mais en même temps, je sais qu'au moment de le faire, je vais mettre à genoux la nouvelle compagnie. Et puis cela fait dix-huit ans que je travaille sur les avions Swissair. Même si sur le fond ma première réaction est de débrayer, je risque de casser le dernier lien qui me lie à Swissair*» (13).

Il ne faut pas attendre sur les appareils syndicaux - **qui tous adhèrent à la conservation et à la défense d'une puissante et glorieuse compagnie aérienne nationale** - pour changer cet état d'esprit qui se dresse contre la lutte des travailleurs. Défenseurs de l'économie nationale, adeptes du culte à l'entreprise-sociale capitaliste, ils ne feront jamais - en dépit de leur déclaration d'un jour - que pousser les luttes des prolétaires dans les impasses du respect de la paix sociale et des marchandages autour du tapis vert, quand ils ne les transforment pas en tremplin électoral et en appui de leurs joutes parlementaires.

Les prolétaires n'ont aucun intérêt commun ou à partager avec le capital. Ils sont une classe aux **intérêts antagoniques** au système capitaliste qui fait et défait les entreprises au gré des contraintes et fluctuations du marché, et

dont le seul ressort est celui du profit. Sans profit pas de reproduction du capital, c'est sa mort. Ce n'est donc pas aux prolétaires d'entrer en matière sur le mode de gestion de ce système en pensant faire mieux que les capitalistes eux-mêmes. Ce n'est pas aux prolétaires de prendre en pitié les entreprises - y compris la leur - meurtries par les échecs. Les patrons, comme l'Etat-actionnaire, se moquent bien des meurtrissures des travailleurs! **Ce n'est pas la solidarité avec leur entreprise qu'ils doivent développer au cours de leur activité de salarié, mais la solidarité avec leurs camarades de travail dans le but de se défendre en bloc de classe uni, organisé et indépendant de tout lien avec les intérêts d'entreprise.**

Lorsqu'il faut décider des moyens de lutte, ils doivent se rappeler que la corde sensible des patrons c'est uniquement le profit. C'est le profit qu'il faut attaquer pour se défendre, pour mettre à genoux les patrons. Mais pour cela il faut une détermination et un engagement sans concession dans la lutte. Lorsque la lutte des prolétaires est assez puissante pour bloquer réellement les profits, pour enrayer la machine de reproduction du capital, alors **le rapport des forces s'inverse en faveur des travailleurs** et les savants juristes de la Confédération aux ordres du maître capital peuvent ravalier et s'étrangler de tous leurs articles 333 et suivants.

La lutte, l'unité, l'organisation indépendante des prolétaires sont les bases élémentaires du combat de classe. Vouloir en faire l'économie par respect de la paix sociale, par souci de l'entreprise, par égard aux procédures juridiques étouffantes, par illusion démocratique, par croyance que la raison honnête des travailleurs est plus forte que les jongleries des conseils d'administration, ne mène qu'à la pire des défaites: celle qui fait non seulement supporter aux prolétaires le poids de la crise **mais encore et surtout qui leur fait supporter ce poids dans l'isolement le plus complet.**

Certes, les quelques mots d'ordre qui concluent ce bilan ne trouvent pas de point d'accrochage dans la situation actuelle des travailleurs de Swissair, mais ils constituent, pour les travailleurs combatifs, pour les lecteurs et sympathisants et en lignes brèves, ce qui constitue **l'épine dorsale et la ligne de référence** d'une plate-forme de lutte classiste telle qu'elle aurait dû être portée en avant dans le crash de Swissair, **mais aussi telle qu'elle doit être pour que les travailleurs de la nouvelle Crossair puissent se défendre des attaques patronales qui ne cesseront pas**, avec l'inconvénient de pouvoir être dorénavant distillées à plus faible dose, étalées dans le temps, et dans des conditions d'unité plus difficile pour les travailleurs issus de deux compagnies différentes.

- **Non à la défense de l'entreprise et de l'économie nationale!**
- **Non au soutien de toute solution de restructuration de type privé ou service public!**
- **A bas les bonzes syndicaux aux ordres des patrons!**

- Pour la lutte directe et de classe, seule capable d'imposer les rapports de force en faveur des prolétaires!
- Pour la grève immédiate, sans préavis ni limitation préalable de durée!
- Occupation des tarmacs!
- Pour une organisation des travailleurs de l'entreprise, indépendante des appareils syndicaux, seule responsable et redevable devant les travailleurs!
- Le nombre et l'unité dans l'action de classe sont la force des travailleurs en lutte!
- Unité et organisation commune des travailleurs de toutes les catégories et de toutes les filiales des services aériens et à terre!
- Non aux licenciements!
- Pas de diminution de salaire dans les transferts, pas d'aggravation des conditions de travail!
- Réajustement des conditions salariales de Crossair à celles de Swissair pour tous ceux et celles de l'ancienne Crossair!
- Salaire intégral et sans limite de durée aux licenciés et préretraités!

28/12/2001

(Article paru dans «le prolétaire», n° 460, Déc. 2001 - Janv./Févr. 2002)

(1) Ceci dit, cette astuce comptable, qui met en péril les moyens d'existence des vieux travailleurs, montre bien qu'ils ne doivent pas penser un seul instant que l'heure de la retraite sonnée, les problèmes qu'ils auront à affronter en tant que prolétaires se seront dissipés. Il pose aussi aujourd'hui de manière cruciale le problème de l'organisation des prolétaires en retraite.

(2) Ancien dirigeant de Nestlé.

(3) Sur les 72'000 employés du groupe, il faut savoir que seulement 21'000 se trouvent en Suisse, 24'000 en Amérique, 16'000 dans le reste de l'Europe et le solde de 11'000 sur les autres continents.

(4) En matière d'aide étatique, les Etats-Unis seront mal placés pour faire la morale à leurs concurrents européens. L'Etat américain va en effet injecter pas moins de 18 milliards de dollars pour soutenir le secteur des transports aériens totalement sinistré. Qui parle du repli de l'Etat dans la direction de l'économie face à la «mondialisation» et son prétendu «gouvernement d'empire»?

(5) C'est l'UCPO (Union des cercles pour une politique ouvrière) qui reflète le mieux cette vision de flanc gauche de la sociale-démocratie, en lançant comme mot d'ordre dans sa presse: «Pas de démembrement de

l'ancienne holding» et en expliquant que: «*Le plan financier passé entre les banques et la Confédération ne prévoit rien d'autre pour les filiales de Swissair que la vente aux enchères. C'est le dépeçage de l'ancienne multinationale par les capitalistes (sic)*». Mais qu'est donc autre qu'un acte authentiquement capitaliste et de surcroît hyperchauvin et social-impérialiste donc anti-ouvrier et anti-internationaliste, le fait de défendre «sa» multinationale bien helvétique contre cet ignoble «dépeçage» capitaliste? L'UCPO fait partie de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples, émanation lambertiste. Rien d'étonnant donc!

(6) «Services Publics», n° 18, 9 nov. 2001, Rémy Pagani, secrétaire régional.

(7) *ibid.*, n°19, 23 nov. 2001, Agostino Soldini, secrétaire central.

(8) Pour illustrer à quel point le SSP ne se soucie des travailleurs que dans la mesure où l'intérêt national est en jeu et la petite-bourgeoisie spoliée, citons seulement ce commentaire de Eric Decarro, président du SSP à Genève: «*C'est un acte de violence contre des dizaines de milliers de personnes, parmi lesquelles il faut ajouter les petits actionnaires*» Et à propos du rassemblement du 4 octobre devant les sièges du Crédit Suisse et de l'UBS, Rémy Pagani, secrétaire syndical, expliquera que: «*Cette manifestation s'adresse aussi aux citoyens choqués par la faillite de Swissair*» («Le Temps» 3 oct. 2001). Ou comment mettre les prolétaires à la remorque des classes moyennes!

(9) Il s'agit d'Aeropers (Syndicat des pilotes), de Push (Personnel Union Swissair Holding) et du SSEC (Syndicat Suisse des Employés de Commerce).

(10) Lors de la manifestation-soupape du 3 octobre à Zürich, René Müller, président de la commission du personnel Swissair, affirmait aux 10'000 participants ne pas accepter un plan social inférieur à 2 milliards. Aujourd'hui syndicats et Commission du personnel négocient sur la base de 50 millions. Paroles... Paroles...

(11) Ceci se comprend assez bien si l'on prend en considération toute l'activité économique qui gravite autour du transport aérien. Pour seul exemple, l'aéroport de Zürich, dont le coeur est le hub Swissair, génère environ 93'000 emplois en Suisse et est directement touché par la chute de Swissair puisque d'énormes investissements y ont été faits (et sont encore en cours) en relation avec le développement de Swissair.

(12) Le salaire de base d'un steward, parlant 3 langues au minimum, est de 3'450 francs suisses bruts (2'330 Euros) sans treizième salaire, soit à Zürich - en pouvoir d'achat réel - l'équivalent d'un SMIC. Depuis 12 ans aussi Swissair freine les compensations au renchérissement.

(13) «Le Temps», 6 nov. 2001

Les travailleurs d'AOM-Air Liberté menés en bateau

Le mauvais feuilleton d'AOM-Air Liberté se poursuit. La solution de reprise qui a été retenue est, selon les médias, celle qui garantissait le plus l'emploi des travailleurs. Les services du ministre «communiste» Gayssot se seraient démenés pour que les intérêts du personnel passent au premier plan, avant les intérêts des actionnaires ou de Swissair.

S'il est difficile de se faire une idée précise des négociations qui ont eu lieu et qui se déroulent encore, la fragilité du plan Corbet de reprise de la compagnie est évidente; les capitaux nécessaires à sa viabilité n'ont pas encore été réunis, circonstance qu'ont utilisé les patrons de Swissair pour obtenir la garantie qu'il n'y aurait pas de poursuite judiciaire avec leur chantage au versement de l'argent promis: 300 millions de francs ont été alors versés, sur les 1,3 milliards au total qu'en théorie la compagnie suisse devra verser. Quel sera l'avenir réel de la nouvelle compagnie? Personne ne le sait. Pour l'instant les vols les plus rentables se déroulent sans problèmes: il aurait été catastrophique pour les patrons, nouveaux ou anciens, de perdre la saison d'été.

Le plus important pour le gouvernement et pour les bourgeois (apparemment Seillière a tiré son épingle du jeu sans déboursier un centime. Merci Gayssot) est d'éviter un conflit social ouvert. On l'a vu ailleurs, quand au lieu de licencier d'un coup tous les travailleurs on multiplie les plans sociaux, afin de briser toute possibilité de lutte unie et d'ensemble des prolétaires. Corbet se targue de son passé de syndicaliste pour dire qu'il est soucieux du personnel; en réalité il va utiliser son passé de collaborationniste pour duper les travailleurs. Dans son discours il parle de «*trouver des critères justes et équitables* [dans le choix des licenciés] *de manière à ne pas repartir avec des fractures sociales fortes et avoir des gens blessés et déçus qui n'aient plus confiance*» (1): Il est certain que pour pouvoir bien travailler pour leur patron, pour se laisser exploiter sans murmures, pour être menés à l'abattoir des licenciements futurs sans protester, les prolétaires doivent avoir confiance en lui.

Mais s'ils veulent se défendre réellement, s'ils veulent cesser de se laisser mener comme des moutons, les travailleurs ne doivent avoir **aucune confiance** dans leur patron; ils ne doivent avoir confiance que dans leur propre force, dans leur propre détermination, dans leur propre combativité. Corbet, comme tous les patrons, n'est motivé que par la **recherche du profit**; tout le reste n'est que du vent. Ce profit, il n'est tiré de rien d'autre que du travail des employés, ce qui signifie que ceux-ci ont la capacité de mettre à genoux les patrons s'ils se mettent à lutter.

Les travailleurs ont entre leurs mains l'arme formidable de la grève, l'arme de l'arrêt du travail dans la période la plus profitable au patron. Ils ne doivent pas se laisser prendre aux chantages et aux fausses promesses des bourgeois; ils ne doivent pas accepter de se laisser diviser ou paralyser par la crainte d'être sur la liste des licenciés. Même ceux qui auront la chance de conserver aujourd'hui leur emploi se verront appelés à des sacrifices pour maintenir à flot la nouvelle compagnie, en attendant de nouveaux licenciements. Ceux à qui on laisse miroiter le reclassement par Air France sont avertis: même si cela se concrétise, ils perdront tous leurs avantages (ancienneté). En outre que valent les vagues promesses d'Air France? Cette compagnie vient de reprendre Air Afrique en assurant qu'elle garderait tout le personnel. Mais immédiatement après que le Président du Sénégal ait annoncé cette promesse, Air France a démenti et déclaré qu'un plan social est inévitable. Ne voulant pas s'embarasser des travailleurs d'Air Afrique, pourquoi Air France reprendrait ceux d'AOM - Air Liberté?

Seule la lutte collective, résolue, peut faire reculer les patrons et contraindre l'Etat à accorder des concessions substantielles. Mais au lieu d'appeler les travailleurs à se mobiliser, au lieu de renforcer leur combativité, au lieu d'appeler à la grève, les syndicats sèment l'attentisme, l'irrésolution, le chacun pour soi, n'offrent aucune autre perspective que d'attendre le résultat des négociations à huis clos avec les patrons et les représentants de l'Etat bourgeois. Au lieu de préparer la lutte ils se font les **valets du patron** en lançant un appel... au départ volontaire des travailleurs! Et à ce que les volontaires au déclassé s'inscrivent d'urgence, faute de quoi c'est le licenciement!!! (2)

Les travailleurs ne doivent pas se laisser faire. Il faut refuser le chantage du patron et des syndicats collaborationnistes. Dans d'autres situations plus difficiles encore, les travailleurs ont montré qu'il est possible de résister et de faire reculer les patrons, à condition de ne pas suivre les «conseils» des syndicats qui se rangent du côté patronal, de ne pas reculer devant la lutte et devant son organisation indépendante.

Plus d'illusion! Seule la lutte paie!

17/8/01

(Article paru dans «le prolétaire», n° 458, juil.-août-sept. 2001)

(1) cf L'interview de Corbet dans «L'Humanité» du 4 août.

(2) cf dans «La Provence» du 12 août «L'appel» des syndicats. Le délégué CGT a «prévenu» que les travailleurs «doivent impérativement déposer avant le 17 août à la direction des ressources humaines une demande de volontariat au déclassé. Si cette lettre n'arrive pas à temps ils seront licenciés». 5 jours pour être volontaire à une baisse de salaire ou être viré, tel est l'ultimatum qu'annonce ce larbin syndical à la place du patron...

Compagnies aériennes

La crise est mondiale, la classe ouvrière doit riposter avec ses armes de classe

Vague de licenciements dans les compagnies aériennes (Source: «L'Hebdo», 25.oct. 01)		
Compagnies	Effectifs	Emplois supprimés
Europe		
Lufthansa (All.)	69'000	7'500
British Airways	65'600	7'000
Air France	59'000	(1)
Swissair	72'000	15'000
Iberia (Espagne)	29'000	3'000
SAS (Norvège)	28'800	1'000
KLM (Pays-Bas)	27'000	2'500
Alitalia (Italie)	20'800	3'400
Sabena (Belgique)	13'000	1'600
Virgin Atlantic (GB)	7'900	1'200
BMI British Midland	6'300	600
AER Lingus (Irl.)	5'600	2'000
Austrian Airlines	5'300	800
Total Europe	409'300	45'600
Amérique du Nord		
American Airlines	114'000	20'000
United Airlines	100'000	20'000
Delta Airlines	81'000	13'000
Continental Airlines	56'000	12'000
Northwest Airlines	53'000	10'000
US Airways	43'000	11'000
Air Canada	40'000	9'000
America West	13'300	2'000
American Trans Air	7'800	1'500
Frontier Airlines	2'500	440
Total Amérique	510'600	98'940
Total général	919'900	145'540

(1) Gel d'embauche

Le tableau ci-contre donne une bonne représentation de la crise qui secoue l'économie du transport aérien. Ces indications se limitent toutefois aux grandes compagnies «occidentales», mais le tableau serait beaucoup plus sombre encore si l'on examinait la situation des autres compagnies des continents asiatique, africain, latino-américain.

Ce que ces chiffres ne montrent pas c'est la répercussion tout aussi importante des licenciements chez les sous-traitants, que ce soient ceux de la restauration, de l'hôtellerie, des services techniques, de la comptabilité, de la manutention, etc. Il ne montre pas non plus que dans les différents plans de restructuration qui se sont mis en place, les travailleurs épargnés par les licenciements ont subi d'autres attaques sur les salaires, les horaires et les conditions de travail en général. Chez Lufthansa c'est aussi 12'000 employés de cabine qui sont mis au chômage partiel du 1er nov. 2000 à fin avril 2001.

Ce qu'il faut relever c'est que la crise touche **simultanément** toutes les compagnies, à quelque nation qu'elles appartiennent. Cela montre l'importance que pourrait avoir des

mouvements de lutte de classe contre les licenciements, et attaques sur les conditions de travail de la branche s'ils étaient réellement menés sans concession aux patrons et à l'Etat (souvent l'interlocuteur-pompier des travailleurs) et dans le cadre de leurs intérêts de classe. Les lieux de travail des employés des compagnies et de leurs sous-traitants, les aéroports et toutes leurs infrastructures, ont aussi la caractéristique d'être les mêmes pour tous les travailleurs, quelque soit leur compagnie. Cette configuration si parfaite pour que s'exerce la solidarité de classe, que les mouvements de luttes puissent être non seulement unifiés entre toutes les catégories mais aussi élargis et étendus au-delà même des clôtures des aéroports, n'est guère mise à profit. Les luttes - même lorsqu'elle s'orientent sur le bon terrain - sont trop vite placées sous une cloche étanche par les appareils syndicaux et la cohorte de comités et commissions de bon office qui se penchent sur le sort des travailleurs affligés par les attaques patronales.

Les travailleurs doivent retrouver le chemin de la lutte de classe, le seul moyen de lutter contre les licenciements, la dégradation des conditions de travail et l'insécurité croissante. C'est par la lutte et seulement la lutte que leur unité de classe pourra renaître et se renforcer.

43^e ANNEE MARS 2000 N° 97

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme
- Propriété et capital (1)
- Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde contemporain
- Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1)
- Historique de la Gauche Communiste
- La naissance du Parti Communiste d'Italie (3)
- Annexes à «Histoire de la Gauche Communiste»
- «Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline (et Communistes» n° 3 - 28/11/1920)
- «L'opportunisme international (et Communistes» n° 9 - 2/1/1921)
- «Les unitaires ne sont pas communistes (et Communistes» n° 7 - 28/12/1920)
- Notes de lecture
- «Aufheben»
- «Marc Laverne et le Courant Communiste International»
- «(Dis)continuité»

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (L. V. 1921) à la lutte de la gauche communiste contre la dégradation de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne, le refus des opportunistes et des libéraux de la Résistance: la tâche difficile de restaurer la ligne de l'industrie et la Fédération révolutionnaire en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique opportuniste et stalinienne.

M 2412 - 95 - 25FF / 1000 CFA / 140 FB / 10 FS / 5000 LI / 3 £ / 10 DM / 450 Pts

«PROGRAMME COMMUNISTE»

Revue théorique du parti communiste international
Sommaire du N° 97
(Septembre 2000)

- Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme
- Propriété et capital (1)
- Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1)
- Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (3).
- Articles de «Il Comunista» en annexe: Les abstentionnistes et la valeur de la discipline
- L'opportunisme international - Les unitaires ne sont pas communistes.
- Notes de lecture: - Aufheben - Marc Laverne et le Courant Communiste International - (Dis)continuité.

(68 pages) € 4; £ 3; \$ 4; Sfr 10

Pour des méthodes et des revendications de classe

(Orientations partiques d'action syndicales)

(extrait de «le prolétaire», n° 195, 1975)

L'ARME FONDAMENTALE : LA GRÈVE

L'exigence première et fondamentale d'une véritable lutte de classe est donc la grève, déclenchée **sans préavis, sans limitation préalable de durée, avec la plus grande extension possible**, jamais subordonnée dans ses modalités aux « intérêts supérieurs du pays ». En aucun cas, la grève ne peut être conçue comme un paisible intermède entre deux négociations; c'est pourquoi il est nécessaire de lutter pour empêcher les directions syndicales d'arrêter les grèves pendant les négociations, et pour imposer un contrôle des négociations, afin de rompre avec l'habitude prise par l'opportunisme de négocier avec le patron sur des objectifs qui n'ont rien à voir avec ceux que les ouvriers se sont donnés, et de faire dépendre la reprise du travail de critères étrangers à la satisfaction des revendications ou à la reconnaissance du rapport des forces réel. La grève étant un épisode de la guerre entre les classes, il sera nécessaire de renouer dans la lutte avec la saine tradition des **caisses de grève** qu'aujourd'hui les syndicats bannissent ou du bénéfice desquelles ils excluent les ouvriers combattifs, il est d'autre part indispensable que la lutte ouvrière emploie, en dépit des appels fallacieux et mensongers à la « liberté du travail » (auxquels participent honteusement les chefs syndicaux), les moyens de lutte **les plus radicaux** pour combattre l'intervention des «jaunes», des «bandes» de briseurs de grève, on utilisant au mieux les **piquets de grève**, et en ripostant le mieux possible aux attaques de «commandos» légaux et illégaux.

En aucun cas, la grève ne peut non plus être comprise comme une manifestation inoffensive visant à «sensibiliser l'opinion publique» et soucieuse par conséquent de ne pas gêner les «usagers», comme le veut le code des bienséances cher à l'opportunisme, mais elle doit toujours être conduite en lançant un vigoureux appel à la solidarité de **tous** les salariés des villes et des campagnes.

C'est également à cette solidarité qu'il faut appeler, au moyen d'un patient travail de propagande et d'agitation dans leurs rangs (même sur le plan revendicatif), **les prolétaires sous l'uniforme**, que l'Etat n'hésite pas à utiliser, comme on l'a vu pour la enième fois dans la grève des postiers, contre les grévistes du secteur public.

Comme toutes les autres, cette revendication de la grève ainsi comprise doit être posée aussi bien à **l'intérieur** qu'à **l'extérieur** des syndicats. **A**

l'intérieur des syndicats, en exerçant une forte pression sur leurs directions afin qu'elles la mettent en pratique en démontrant **dans les faits** - si elles le peuvent - le «sérieux» de leurs déclarations d'attachement aux intérêts des travailleurs; pour cela il faut s'appuyer moins sur les chétives assemblées des sections syndicales, que sur les assemblées ouvrière **les plus larges possibles**, qui ressentent plus directement les poussées combattives de la base. **A l'extérieur des syndicats**, au sein de la classe ouvrière et dans les organismes immédiats qui peuvent naître au cours de la lutte, dans la préparation de celle-ci, ou en sont le prolongement: comités de grève, collectifs, comités de coordination ouvrière, etc.

Les révolutionnaires participeront à ces organismes spontanés, lorsque les conditions en seront réunies, pour renforcer leur autonomie par rapport aux directions opportunistes, pour maintenir leur caractère d'organismes «ouverts» à tous les travailleurs indépendamment de leur affiliation politique, et pour orienter leur activité dans le sens de la lutte de classe, sans en faire cependant des fétiches ou des substituts des organisations, plus vastes par métier ou par industrie, car seuls les développements ultérieurs du mouvement réel peuvent trancher la question de savoir si la classe devra et pourra récupérer ces organisations en les reconquérant de l'intérieur, fût-ce par la force, ou bien en les reconstituant à partir de zéro.

A propos des grèves

(Lénine, 1899, O.C., Ed. Sociales, T. 4)

La grève aide les ouvriers à prendre conscience de leur propre force et de celle des patrons; elle les habitue à penser non pas seulement à leur propre patron et à leurs camarades les plus proches, mais à tous les patrons, à toute la classe des capitalistes et à toute la classe ouvrière. Lorsqu'un fabricant, qui a amassé des millions grâce au labeur de plusieurs générations d'ouvriers, refuse la moindre majoration de salaire ou tente même de le réduire encore plus et, en cas de résistance, jette sur le pavé des milliers de familles affamées, les ouvriers voient clairement que la classe capitaliste dans son ensemble est l'ennemie de la classe ouvrière dans son ensemble, qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur union. Il arrive très souvent que le patron s'emploie de son mieux à tromper les ouvriers, à se faire passer pour leur bienfaiteur, à dissimuler son exploitation des ouvriers par une aumône dérisoire, par des promesses fallacieuses. Chaque grève détruit toujours, d'un coup, tout ce mensonge; elle montre aux ouvriers que leur «bienfaiteur» est un loup déguisé en mouton.

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS									
Série «Les textes du Parti Communiste International»									
1. Communisme et fascisme	7 €	et de nationalisme	1,5 €	comunismo rivoluzionario	2 €	1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4 €		
2. Parti et classe	3 €	24 Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €	2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé	2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	4 €		
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé	25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne	1,5 €	3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé	3. Partido y clase	épuisé		
4. Eléments d'orientation marxiste	2 €	26 A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons	1,5 €	4. Partito e classe	2 €	El Programa Comunista			
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15 €	27 Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!	1,5 €	5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	2 €	- n°1 à 38, n°40	2 €		
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé	Suppléments au « prolétaire »		6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé	- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	2 €		
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	7,5 €	- Mouvements revendicatifs et socialisme	1 €	7. Lezioni delle controrivoluzioni	2 €	- n° 41, 42, 43	3 €		
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	4,5 €	- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	1 €	Quaderni del Programma Comunista		- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	1,5 €		
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	9 €	- Pour un anti-racisme prolétarien	1 €	- Il mito della pianificazione socialista in Russia	1,5 €	EN ALLEMAND			
10. Elements de l'économie marxiste	9 €	- Révolution et contre-révolution en Russie	1 €	- Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elidir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	1,5 €	1. Die Frage der revolutionären Partei	3 €		
Brochures « le prolétaire »		- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	0,5 €	- Il proletariato e la guerra	1,5 €	2. Revolution und Konterrevolution in Russland	3 €		
5. Question féminine et lutte de classe	1 €	- Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €	- La crisi del 1926 nel partito russo e nell' Internazionale	1,5 €	3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	2 €		
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	1 €	- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981)	1 €	Reprint « il comunista »		4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	3 €		
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	1 €	Série «Les cahiers d'el-Oumami»		- Marxismo e scienza borghese	2 €	5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	4 €		
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	1 €	1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)	1 €	- La lotta di classe dei popoli non bianchi	1,5 €	6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	3 €		
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	1 €	2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981)	1 €	- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	6 €	Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	3 €		
11. Auschwitz ou le grand alibi	1 €	3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	1 €	- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	4,5 €	EN ARABE			
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	1 €	Revue théorique « Programme communiste »		- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	2 €	- Pour le parti ouvrier indépendant	1 €		
13. Le marxisme et l'Iran	1 €	- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	2 à 3 € le numéro	- Abaco della economia marxista	2 €	- Thèses caractéristiques du parti	1,5 €		
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	1 €	- Numéros 51 à 57	2 €	- Lotta di classe e questione femminile	2 €	- Les communistes et la question de la liberté politique	1,5 €		
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	1 €	- Numéro 58 (112 pages)	4 €	- La teoria marxista della moneta	2 €	- Manifeste du P.C. International	2 €		
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	1,5 €	- Numéros 59 à 88	2 €	- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	2 €	- Ce qui distingue notre parti	1 €		
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	1 €	- Numéro 89	3 €	- Antimilitarismo di classe e guerra	4 €	EN PORTUGUAIS			
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	2 €	- Numéros 90 à 96	4 €	Autri opuscoli		1. Teses características do partido	1,5 €		
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	0,5 €	Série des éditions Prométhée		- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	1,5 €	2. Lições das contra-revoluções	1,5 €		
21. Lénine sur le chemin de la révolution	1,5 €	- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	7,5 €	- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	1,5 €	3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	1,5 €		
22. Marxisme et science bourgeoise	1,5 €	EN ITALIEN		- Il marxismo e l'Iran (1980)	1,5 €	- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	1,5 €		
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise		- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	15 €	- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	2 €	EN TURC			
		- vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919)	4,5 €	- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	1,5 €	- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	1,5 €		
		- vol. II (1919-1920)	18 €	- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	1,5 €	- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	1 €		
		- vol. III (1920-1921)	épuisé	- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	1,5 €	- Bulletin Internationalist Proleter (3 nos parus)	1 €		
		- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	22,5 €	EN ANGLAIS		EN HOLLANDAIS			
		- Classe Partito Stato nella teoria marxista	1,5 €	- The fundamentals of Revolutionary Communism	4,5 €	- Het demokratisch principe	1 €		
		- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé	- Party and Class	4,5 €	EN POLONAIS			
		I testi del partito comunista internazionale		Communist Program Ns 1 to 7	3 €	- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	1,5 €		
		1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del		The Party's Programme	1,5 €	EN PERSE			
				EN ESPAGNOL		- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le P.CInt.	1,5 €		
						- Les fedayins et la question de l'Etat	1 €		
						EN GREC			
						- Parti et classe	3 €		
						EN DANOIS / SUEDOIS			
						1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike teser	3 €		

2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	3 €	materialismo (198 p.)	6 €
AUX EDITIONS «ISKRA»		- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	9 €
- Economia marxista ed economia contro-rivoluzionaria (263 p.) - A. Bordiga	9 €	- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	6 €
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - A. Bordiga	6 €	- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	9 €
- Imprese economiche di pantalone (153 p.) - A. Bordiga	6 €	AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Proprietà e capitale (202 p.) - A. Bordiga	6 €	- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	4,5 €
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - A. Bordiga	9 €	- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	6 €	- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- Plechanov: Contributi alla storia del		- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	7,5 €

Vient de paraître : «Communisme et Fascisme»

(140 pages - Prix 7 €, 11 FS)

Au sommaire de cette ré-édition:

Préface - Introduction - La fonction de la social-démocratie en Italie («Il comunista» du 6 février 1921) - **Les sociaux-démocrates et la violence** («Il comunista» du 12 avril 1921) - **Les voies qui conduisent au «noskisme»** («Il comunista» du 14 juillet 1921) - **Le fascisme** («Il comunista» du 17 novembre 1921) - **Le programme fasciste** («Il comunista» du 27 novembre 1921) - **Du gouvernement** («Il comunista» du 2 décembre 1921) - **Le rapport des forces sociales et politiques en Italie** («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste** (2ème séance - 16 novembre 1922) - **Rome et Moscou** («Il lavoratore» du 17 janvier 1923) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale Communiste** (23ème séance - 2 juillet 1924) - **Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne** (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unità» du 26 août 1924)

PAIEMENT :

Par mandat ou chèque à l'ordre de: **DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.**

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter).

AVERTISSEMENT: LES TEXTES ÉPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

ORGANES PERIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- «le prolétaire» : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire: 1€; 3FS; £ 1
- «Il comunista» : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire: 1,5€; 5FS; £1,5
- «programme communiste» : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 4 €; 10 FS; £ 3; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 3€; 8 FS; 2 £; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les États bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.